

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE SEINE MARITIME

65 Avenue Jean Rondeaux – CS 86 017 – 76 017 ROUEN CEDEX
N° Siret : 534 092 499 000 50
Code APE : 8430 C

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Contrat de maintenance et d'exploitation à
performance énergétique des installations de
chauffage, ventilation et climatisation des
bâtiments de la Caf de Seine Maritime



APPEL D'OFFRE

AOO n° 2025 / 04

Date limite de remise des offres : **Jeudi 3 avril 2025 à 19heures**

Table des matières

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Périmètre.....	4
1.3. Parties contractantes.....	4
ARTICLE 2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHE	5
2.1. Mode de passation	5
2.2. Décomposition du marché.....	5
2.3. Impératifs d'exécution.....	5
2.4. Forme du marché	5
2.5. Durée du marché – Reconduction	5
2.6. Variantes et prestations supplémentaires.....	5
ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
3.1. Pièces particulières	6
3.2. Pièces générales.....	6
ARTICLE 4. SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.1. Prestations intégrées dans le forfait : maintenance préventive et dépannage.....	7
5.2. Prestations hors forfait : maintenance corrective avec remplacement de pièces (> 300 € HT) 7	7
5.3. Bons d'intervention.....	7
5.4. Astreinte.....	8
5.5. Approvisionnement des stocks pour les pièces détachées	8
5.6. Personnel affecté aux interventions.....	8
5.7. Lieu d'exécution des prestations	8
5.8. Rapport d'exploitation annuel	8
5.9. Réception de travaux.....	8
ARTICLE 6. CONDITIONS FINANCIERES.....	9
6.1. Contenu des prix	9
6.2. Clause butoir	9
6.3. Clause de sauvegarde.....	9
6.4. Mode d'évaluation des prestations	10
6.4.1. Maintenance – Entretien courant (Poste P2)	10
6.4.2. Maintenance – Gros entretien et renouvellement des matériels (Poste P3).....	10
6.5. Réserves.....	10
ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT	10
7.1. Forfait annuel	10
7.2. Devis	11
7.3. Paiement.....	11

7.4. Délais de paiement.....	11
7.5. Intérêts moratoires	11
7.6. Indemnité forfaitaire automatique	12
ARTICLE 8. PENALITES	12
8.1. Définitions	12
8.2. Modalités d'application	12
ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	13
ARTICLE 10. REGLES DE SECURITE ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	13
ARTICLE 11. EXCLUSIVITE – CESSIION DU CONTRAT.....	14
ARTICLE 12. REPRISE DES INSTALLATIONS A L'EXPIRATION DU MARCHE.....	14
ARTICLE 13. RESPONSABILITE DU TITULAIRE	14
ARTICLE 14. ASSURANCE.....	14
ARTICLE 15. MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	15
ARTICLE 16. RESILIATION.....	15
16.1. Cas général.....	15
16.2. Résiliation suite à pénalités	15
ARTICLE 17. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE.....	15
ARTICLE 18. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	16
ARTICLE 19. CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	16
ARTICLE 20. DIFFERENDS ET LITIGES	16
ARTICLE 21. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	17

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

La consultation a pour objet des prestations de maintenance et d'exploitation, avec une visée de performance énergétique (CPE), des installations de chauffage, ventilation et climatisation des sites de la Caisse d'allocations familiales de Seine Maritime.

L'exploitation comprend :

- La production et distribution de chauffage et de climatisation ;
- La production d'eau chaude sanitaire ;
- Le traitement de l'air, la climatisation, la VMC ;
- La gestion technique du bâtiment.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pendant toute l'exécution du présent marché.

1.2. Périmètre

Les sites concernés sont les suivants :

SITES	TYPLOGIE CONTRAT	OBJECTIFS
<ul style="list-style-type: none">• LE HAVRE <u>207 Chau. du 24eme Territorial, 76600 Le Havre</u>	<ul style="list-style-type: none">• Contrat d'exploitation	<ul style="list-style-type: none">• Atteindre objectif Décret Tertiaire• Etiquette énergétique B à minima• Pilotage des installations CVC
<ul style="list-style-type: none">• ROUEN <u>65 Av. Jean Rondeaux, 76100 Rouen</u>	<ul style="list-style-type: none">• Contrat d'exploitation	<ul style="list-style-type: none">• Atteindre objectif Décret Tertiaire• Etiquette énergétique B à minima• Pilotage des installations CVC
<ul style="list-style-type: none">• DIEPPE <u>4 Bd Georges Clemenceau, 76200 Dieppe</u>	<ul style="list-style-type: none">• Contrat de maintenance	<ul style="list-style-type: none">• Pilotage des installations CVC• Maintenance préventive et curative
<ul style="list-style-type: none">• FECAMP <u>2 Rue de la Cascade, 76400 Fécamp</u>	<ul style="list-style-type: none">• Contrat de maintenance	<ul style="list-style-type: none">• Pilotage des installations CVC• Maintenance préventive et curative
<ul style="list-style-type: none">• BOLBEC <u>18Ter Av. du Maréchal Foch, 76210 Bolbec</u>	<ul style="list-style-type: none">• Contrat de maintenance	<ul style="list-style-type: none">• Pilotage des installations CVC• Maintenance préventive et curative

1.3. Parties contractantes

Les parties contractantes sont,

D'une part :

- La Caisse d'allocations familiales de Seine Maritime, dont le siège administratif est sis 65 avenue Jean Rondeaux à Rouen, Désignée par l'expression « Caf » et représentée par son directeur.

D'autre part :

- Le prestataire

Désigné par l'expression « le Titulaire » ou « Le prestataire »

ARTICLE 2. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ

2.1. Mode de passation

La présente consultation est passée selon un appel d'offres ouvert en application des articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, de la réglementation applicable par les Organismes de Sécurité Sociale du régime général (arrêté du 19 juillet 2018) et selon l'article L124-4 du Code de la Sécurité Sociale.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article L.2124-3 relatif au Code de la commande publique.

2.2. Décomposition du marché

Ce marché fait l'objet d'un lot unique ; l'allotissement risquant de rendre techniquement et économiquement plus difficile la réalisation des prestations.

2.3. Impératifs d'exécution

L'exécution du contrat d'exploitation/maintenance devra démarrer impérativement au 1er juin 2025.

2.4. Forme du marché

Il s'agit d'un marché public mixte de type forfaitaire pour les prestations récurrentes (maintenance et exploitation) et de type accord-cadre mono-attributaire exécuté à bons de commande pour les prestations ponctuelles (dépannage hors cadre forfaitaire).

Les prix pratiqués sont ceux arrêtés dans le Bordereau des Prix Forfaitaires (BPF)

La partie à bons de commande concerne les prestations ponctuelles identifiées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Elle est exécutée par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins et est conclue sans minimum et sans maximum.

2.5. Durée du marché – Reconduction

Le marché est conclu pour une période de 12 mois et prend effet à compter du **1^{er} juin 2025** jusqu'au 31 mai 2026 inclus.

Il peut faire l'objet de trois (3) reconductions tacites de douze mois, soit jusqu'au 31 mai 2029. La durée totale ne pourra pas dépasser quatre ans.

En cas de décision de non-reconduction, la Caf de la Seine Maritime notifie sa décision par courrier recommandé avec accusé de réception dans les trois (3) mois précédant la date anniversaire du contrat.

La non-reconduction ne s'analyse pas en une résiliation et ne donne pas lieu à indemnisation du titulaire.

2.6. Variantes et prestations supplémentaires

Les variantes et les prestations supplémentaires ne sont pas admises

ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, classées par ordre d'importance décroissant.

3.1. Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (ATTRI1) ;
- Les annexes financières :
 - Le Bordereau des Prix Forfaitaires (BPF) ;
 - Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le Cadre de mémoire technique (CMT) ;
- Le Règlement de Consultation (RC).

3.2. Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services CCAG-FCS – Arrêté du 30 mars 2021 – JO du 1er avril 2021
- Le Code de la commande publique.
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale.
- L'article L 124-4 du Code de la sécurité sociale portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

Ces documents, bien que non joints au marché, sont réputés connus des prestataires et les parties contractantes leur reconnaissent leur caractère contractuel.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

ARTICLE 4. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sans avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant doit être déclaré dans les conditions prévues aux articles R 2393-4 et suivants du code de la commande publique.

A cette fin, le candidat joint à son offre (ou candidature) le dossier de présentation du ou des sous-traitant(s) ou acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement.

Si au cours de l'exécution du marché, le titulaire souhaite sous-traiter une partie des prestations, il doit aussi constituer un dossier de présentation de sous-traitant.

Cette sous-traitance doit obtenir du pouvoir adjudicateur, l'acceptation du ou des sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché pour faute du titulaire conformément à l'article 41 du CCAG-FCS et par l'exécution de la prestation aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché dans les conditions fixées à l'article 45 du

même document.

Le titulaire demeure entièrement responsable, vis à vis de l'organisme, des prestations sous-traitées

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. Prestations intégrées dans le forfait : maintenance préventive et dépannage

Le forfait annuel d'exploitation/maintenance comprend toutes les visites préventives des installations ainsi que des prestations complémentaires indiquées dans les documents de consultation :

- La prise en charge et la maintenance des installations.
- Les spécifications techniques particulières décrites dans le CCTP, dont les interventions ont un coût de fourniture inférieur ou égal à 300 €HT prix fournisseur.
- Toutes les heures de présence permettant un parfait état de fonctionnement et une mise à niveau des installations.

5.2. Prestations hors forfait : maintenance corrective avec remplacement de pièces (> 300 €HT)

Concerne uniquement les interventions nécessitant le remplacement de pièces dont le montant, en prix fournisseur, est supérieur à 300 €HT.

En fonction des besoins de l'Organisme, une demande de dépannage doit pouvoir être adressée par mail ou par téléphone ou sur le site du prestataire.

Pour les dépannages et réparations, le titulaire doit, à la demande de l'Organisme, établir un devis indiquant :

- Les heures de main d'œuvre nécessaires au remplacement des pièces en question selon les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires ;
- Le forfait de déplacement selon les prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires
- La facture fournisseur, pour les pièces de rechange d'un montant, en prix fournisseur, supérieur à 300 €HT.
- Les délais d'approvisionnement des pièces et de réalisation des réparations.

L'Organisme se réserve le droit de donner suite au devis ou non. En cas d'acceptation, il le signifie au titulaire par voie électronique (mail ou site) et indique :

- Les dates de début des dépannages et réparations ;
- Les délais d'exécution à respecter impérativement et qui deviendront contractuels à l'acceptation du devis. Tous les dépannages sont facturés comme suit :
 - Durée de dépannage < à 1 heure : l'heure est facturée ;
 - Durée du dépannage > à 1 heure : facturation établie au temps passé.

5.3. Bons d'intervention

Après exécution de la prestation, les bons d'intervention doivent :

- Être remis en main propre après l'intervention ;
- Être envoyés par mail (ou sur la plateforme dématérialisée si le Titulaire en possède une) au plus tard dans les 48h à l'adresse électronique suivante : immomaint@caf76.caf.fr.

A défaut, le titulaire encourt les pénalités indiquées à l'article 8.2 du présent CCAP

5.4. Astreinte

Une astreinte est demandée dans le cadre du marché pour le chauffage et la climatisation sur les heures de présence du personnel de la CAF (du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00) et lors des ouvertures exceptionnelles du samedi.

Le délai d'intervention pendant l'astreinte est indiqué dans le CCTP. En cas de non-respect de ce dernier, le titulaire encourt l'application des pénalités décrites à l'article 8.2 du présent CCAP.

5.5. Approvisionnement des stocks pour les pièces détachées

Les interventions qui donnent lieu à des remplacements de pièces détachées doivent être réalisées dans un délai de 48h après obtention de la pièce. (Cf. intervention sur devis en cas de maintenance corrective, article 5.2 ci-dessus)

Le dépassement des délais mentionnés peut donner lieu à l'application de pénalités de retard précisées à l'article 8.2 du présent document.

Les pièces remplacées par le titulaire dans le cadre du présent marché font l'objet d'une garantie de déplacement, de pièces et de main-d'œuvre d'une durée de 1 an au minimum et plus suivant la garantie du constructeur.

Le titulaire pourra, sur demande de la CAF et dans la mesure du possible, proposer des pièces de réemploi et/ou reconditionnées.

5.6. Personnel affecté aux interventions

Le Titulaire fournit le personnel nécessaire pour assurer les prestations du présent contrat.

Ce personnel doit présenter toutes les qualités requises, compétences faire preuve de correction et savoir-faire et détenir la formation technique et la connaissance des matériels à utiliser, faute de quoi, la Caf pourra exiger, sans avoir à fournir d'explications, son remplacement.

Les personnes désignées par le titulaire sont seules autorisées à effectuer les interventions.

Le personnel doit justifier de sa qualité de représentant de l'entreprise sur un site de la CAF à chaque intervention en portant une tenue vestimentaire faisant apparaître clairement l'identité du titulaire.

En outre, il doit pouvoir présenter une carte professionnelle, un badge ou de toute preuve d'appartenance à l'entreprise titulaire du marché.

5.7. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations doivent être exécutées sur les différents sites de la Caf de Seine Maritime tel qu'énoncé dans le CCTP.

5.8. Rapport d'exploitation annuel

Il appartient au titulaire de fournir un bilan récapitulatif annuel d'exploitation des différentes installations dont il assure la gestion en plus des rapports mensuels.

5.9. Réception de travaux

Dans le cadre de la réalisation de travaux par le titulaire, la réception des travaux effectués se déroulera en deux phases :

- Validation et acceptation partielle avant la mise en service d'une installation en listant les réserves afin d'assurer une continuité de fonctionnement ;
- Validation définitive après la levée des réserves.

Un PV de réception sera présenté à la CAF Seine Maritime à cette occasion. La libération des bons à payer ne pourra être effective qu'après la levée des réserves dans sa totalité, ainsi que la remise d'un dossier technique correctement documenté.

Pour rappel, ce dossier doit contenir tous les éléments nécessaires à l'exploitation (documentation technique identifiant l'équipement en place correctement, certificat de conformité, plans, code d'accès, paramétrages mis en œuvre, ...).

ARTICLE 6. CONDITIONS FINANCIERES

6.1. Contenu des prix

Les prix du présent marché sont des prix forfaitaires pour la maintenance et l'exploitation des installations et des prix unitaires pour les prestations nécessaires au remplacement de pièces.

Ils sont fermes pour la 1^{ère} année du marché puis révisables, une fois par an, suivant la formule suivante :

$$P = P_o \times [BT(n-3)/BT_0]$$

- P = prix actualisé HT ;
- P_o = prix initial HT ;
- BT(n-3) = valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois ;
- BT₀ = valeur de l'index BT au mois d'établissement du prix du marché.

L'indice de référence BT sera le BT50

Le Titulaire est tenu, moyennant ces prix, de mener toutes les prestations prévues au marché à leur parfaite exécution, y compris celles insuffisamment décrites, mais nécessaires au complet achèvement de la mission dont il se déclare technicien spécialisé.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations. Les prix sont établis hors TVA, libellés en euros. Le taux applicable de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au jour de la facturation.

6.2. Clause butoir

La révision des prix annuelle, provoquée par l'application de la formule paramétrique ci-dessus, ne peut pas excéder 5% du prix initial.

Toutefois et en cas de nécessité liée à des circonstances imprévisibles, il est possible de déroger à ce présent article par voie d'avenant.

Ce procédé permet que la révision des prix puisse refléter fidèlement les variations des coûts réellement subies, à la hausse comme à la baisse.

6.3. Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'augmentation des prix des prestations engendrée lors de la révision serait supérieure à 5% sur la durée totale de l'accord cadre, et afin de préserver à la fois le titulaire et le pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnisation.

Cette résiliation permet de lancer une nouvelle consultation afin de repartir sur des bases de prix conformes à la pratique du moment, avec une remise en concurrence et évite de contraindre le titulaire à pratiquer des prix décalés par rapport aux conditions économiques réelles.

La décision de résilier pour ce motif doit faire l'objet de discussions argumentées, documentées et tracées entre les parties.

6.4. Mode d'évaluation des prestations

6.4.1. Maintenance – Entretien courant (Poste P2)

Les prestations P2 définies au CCTP, sont réglées à prix global et forfaitaire annuel, révisable une fois l'an. Ce prix comprend les frais correspondants à l'obligation faite au Titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer la conduite et l'entretien courant des installations prises en compte dans le marché.

Il comprend également les fournitures associées à ces prestations dont, en particulier, la fourniture des produits consommables et pièces de rechange définis au chapitre « Prestations P2 » du CCTP

Le prix forfaitaire couvre notamment les interventions et les dépannages effectués de jour durant les jours ouvrés du lundi au vendredi de 7 h à 19 h et les jours d'ouverture exceptionnelle (samedi).

6.4.2. Maintenance – Gros entretien et renouvellement des matériels (Poste P3)

Les prestations P3 sont rémunérées « hors forfait » dans le cadre de travaux.

Ces prestations sont commandées au coup par coup en fonction des besoins, sur la base de devis établis par le Titulaire.

Les devis de travaux P3 sont notamment chiffrés à partir des tarifs contractuels qui figurent dans le BPU, à savoir le(s) taux de main d'œuvre applicable(s) au profil du dépanneur et le forfait déplacement.

Le poste P3 du marché ne comporte ni montant minimum, ni montant maximum.

6.5. Réserves

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'offre, le candidat prendra soin de signaler par écrit à la Caf toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait.

En aucun cas, il ne pourra arguer des imprécisions, erreurs ou omissions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour justifier une demande de supplément.

ARTICLE 7. MODALITES DE REGLEMENT

Aucun règlement ne sera effectué sans la facture fournisseur et le bon d'intervention.

Toutes les factures doivent être accompagnées du bon d'intervention comportant la date, l'heure d'arrivée et de départ ainsi que le détail des prestations réalisées.

7.1. Forfait annuel

La maintenance préventive, le réglage des installations et les dépannages sont réglés sur la

base du forfait indiqué dans le bordereau des prix forfaitaires qui comprend : la fourniture des pièces dont le montant est inférieur ou égal à 300 € HT prix fournisseur, les frais de main d'œuvre, le déplacement et toutes les heures de présence permettant d'assurer le fonctionnement normal des installations, un parfait état de fonctionnement, l'équilibrage, le paramétrage, une mise à niveau des installations.

7.2. Devis

Toutes les interventions hors forfait ne pouvant être exécutées directement après la recherche et l'identification du problème, font l'objet d'un devis qui doit être validé par la Caf de Seine Maritime avant toute réalisation.

Se référer à l'article 5.2 du présent CCAP.

7.3. Paiement

Le règlement intervient sur présentation d'une facture mensuelle lorsqu'il s'agit de la prestation forfaitaire ou ponctuelle, consécutivement à la réalisation d'une prestation de dépannage hors forfait.

Dans le but de faciliter le traitement de ses factures et pour des raisons organisationnelles propres à la CAF, le Titulaire doit établir une facture pour chaque poste de prestation conformément aux bordereaux des prix et pour chaque lieu concerné.

La dématérialisation de la facture, par le dépôt de celle-ci sur la plateforme de dématérialisation Chorus Pro, est obligatoire.

La solution Chorus Pro - solution informatique gratuite et sécurisée du Ministère des Finances - accessible par le lien <https://chorus-pro.gouv.fr> est mise à la disposition des entreprises afin de leur permettre de transmettre leur facture sous forme dématérialisée.

Il est imposé dans la présente consultation le recours à Chorus pro.

Le non-respect de cette obligation pourrait entraîner un rejet, par les services de la Caf, de la facture papier.

7.4. Délais de paiement

Le paiement s'effectuera par virement des sommes correspondantes dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de facture conforme aux prestations réalisées.

7.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai réglementaire de 30 jours, à compter de la réception de la facture conforme, fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire.

Si la CAF est empêchée du fait du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants de procéder à une opération nécessaire au paiement, le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui sont réclamées.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

7.6. Indemnité forfaitaire automatique

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €

ARTICLE 8. PENALITES

8.1. Définitions

Il est précisé que, d'une manière générale, les dates et délais d'intervention prévus sont impératifs.

Les pénalités présentant un caractère forfaitaire, sont déclenchées par la seule constatation du retard, manquement etc., sans que la Caf ait à établir que ledit retard, manquement etc. lui ait causé un préjudice particulier.

Elles sont cumulables et non révisables dans la limite de 10% du montant total HT du marché. Si le retard est dû à la force majeure ou au fait de l'Organisme, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra prononcer une prolongation du délai d'exécution effaçant les pénalités dues.

Pour bénéficier des dispositions de l'alinéa précédent, le titulaire doit signaler à la Caf, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel et qui, selon lui, échappent à sa responsabilité.

Il dispose à cet effet, d'un délai de dix jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, ces pénalités sont dues dès le premier euro.

Si le titulaire fait l'objet de pénalités répétées, les dispositions relatives à la résiliation, présentées dans l'article 16 ci-dessous, seront appliquées.

8.2. Modalités d'application

En cas de non-respect des dates et délais contractuels d'exécution, le titulaire, responsable des retards peut être sanctionné sans mise en demeure préalable comme suit :

- Application d'une pénalité de 100 euros par jour calendaire de retard pour le non-respect du délai d'intervention en cas d'urgence ;
- Application d'une pénalité de 50 euros par jour calendaire de retard pour le non-respect du délai d'intervention indiqué dans le CCTP ;
- Application d'une pénalité de 150 euros par jour calendaire de retard pour le non-respect du délai de remise en état définitive ;
- Application d'une pénalité de 10 euros par facture en cas de non-transmission du bon d'intervention ;
- En cas de perte d'une carte d'accès à un bâtiment, une pénalité forfaitaire de 50 € est appliquée ;
- En cas de retard dans le délai d'approvisionnement de pièces détachées prévu lors d'une intervention, une pénalité forfaitaire de 50 € est appliquée par jour calendaire de retard ;
- En cas de non remise de documents relatifs aux prestations (rapport d'exploitation, attestation de levée d'observation, etc.), le titulaire encourt par jour calendaire de retard une pénalité fixée à 100 € ;
- En cas de dépassement du nombre de pannes toléré, une pénalité forfaitaire de 200 € est appliquée par dépassement. ;

- En cas d'absence à une convocation, à une visite de maintenance programmée, une pénalité forfaitaire de 150 € par absence est appliquée.

ARTICLE 9. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Le présent marché est dispensé d'une retenue de garantie.

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est accordée lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT, sauf renonciation expresse du titulaire dans l'Acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 %. Il est porté à 20 % pour une petite et moyenne entreprise telle qu'elles sont définies à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique.

En cas de nantissement est désigné comme comptable assignataire, Monsieur le Directeur comptable et financier de la Caf de Seine Maritime.

ARTICLE 10. REGLES DE SECURITE ET OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le Titulaire doit se conformer au règlement intérieur de la Caf et respecter les règles de confidentialité.

Le Titulaire et son personnel se reconnaissent soumis au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations et décisions dont ils auront connaissance au cours de l'exécution du présent marché (article 226-13 et suivants du Code Pénal et articles 29 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004).

Le Titulaire s'interdit de communiquer à quiconque, directement ou indirectement tout ou partie des informations qui lui sont communiquées ou dont il aurait connaissance à l'occasion du présent marché.

Le Titulaire se porte garant du respect par ses employés, mandataires ou sous-traitants dûment autorisés de l'engagement de confidentialité exposé ci-dessus.

Le Titulaire reconnaît que toute divulgation peut léser les intérêts de la Caf de Seine Maritime et engage sa responsabilité.

Cette clause de confidentialité à l'attention du personnel extérieur s'inscrit dans le cadre de la protection du système d'information de la Caf de Seine Maritime.

Elle correspond aux obligations légales applicables au personnel en matière de secret professionnel.

Le Titulaire respecte les obligations souscrites au titre du présent article pendant la durée de validité du marché, puis après sa fin, qu'elle qu'en soit la cause.

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner la résiliation du marché sans préavis et l'engagement d'une procédure de dédommagement dans le cadre de la réglementation applicable.

Le Titulaire est responsable de ses préposés, et notamment du non-respect des consignes de sécurité, des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits ainsi que des vols de ses employés.

Il est entendu que, toute personne étrangère à l'entreprise (conjoint, enfants) ne doit en aucun cas pénétrer dans les immeubles de la Caf.

ARTICLE 11. EXCLUSIVITE – CESSIION DU CONTRAT

Pendant la durée du marché, le Titulaire a l'exclusivité des prestations décrites dans le présent marché, sauf dérogations pour prestations non-conformes.

Toute cession même partielle du marché ne peut avoir lieu qu'avec l'accord préalable écrit de la Caf.

ARTICLE 12. REPRISE DES INSTALLATIONS A L'EXPIRATION DU MARCHE

A l'expiration du marché, le Titulaire doit laisser les lieux et installations mis à sa disposition en parfait état normal de propreté, d'entretien et de fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux est établi en présence du titulaire.

ARTICLE 13. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements, et ne peut exercer aucun recours contre la Caf en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Il est tenu, dans le cadre des prestations faisant l'objet du présent marché, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises en matière de prévention des accidents, pour son propre personnel, pour le personnel de la Caf et pour les tiers.

Il demeure responsable de ces accidents et il est tenu, de garantir la Caf de toute action qui serait dirigée contre lui pour des faits de cette nature.

ARTICLE 14. ASSURANCE

Le Titulaire est tenu de fournir à la Caf de Seine Maritime, une attestation d'assurance en cours de validité le couvrant en cas d'engagement de sa responsabilité sur le fondement de l'article 1384 et suivants du code civil que ces dommages soient causés :

- Par le personnel salarié du Titulaire ou toute personne sous la responsabilité de celui-ci, dans l'activité nécessitée par l'exécution du contrat, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes, y compris le sous-traitant agréé ou occulte ;
- Par les matériels utilisés ;
- Du fait des prestations exécutées ou du fait d'un événement engageant la responsabilité du Titulaire.

A l'échéance de la période de validité de l'attestation fournie à la Caf, le Titulaire est tenu d'apporter la nouvelle attestation à jour indiquant sa couverture pour la période suivante.

L'absence de fourniture d'une attestation d'assurance à jour dans un délai de deux mois entraîne la résiliation du marché dans les conditions de l'article 16 ci-dessous.

ARTICLE 15. MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Le Titulaire prend en compte dans l'exécution de sa prestation des objectifs de développement durable et met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour y parvenir.

De même, sur l'axe social, il s'emploiera à mettre en place des actions visant à la formation de son personnel, à l'amélioration de leurs conditions de travail, à favoriser l'insertion des personnes éloignées du travail ou en situation de handicap.

ARTICLE 16. RESILIATION

En cas de retard dans les délais d'exécution, d'incapacité, de mauvaise foi, de négligence, de non-respect de l'obligation de confidentialité ou de mauvaise exécution des prestations par le Titulaire, la Caf de Seine Maritime se réserve le droit de résilier, sans mise en demeure préalable, le présent marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnisation, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

16.1. Cas général

La résiliation du marché aura lieu de plein droit en cas de liquidation des biens du Titulaire. La résiliation est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec AR, moyennant un préavis d'un mois.

Par ailleurs, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au CCAG-FCS (Articles 38 à 45).

Par dérogation à l'article 42 dudit document, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général ne donnera pas lieu au paiement d'indemnités.

De même, en application de l'article L 2195-5 du Code de la commande publique, le marché pourra être résilié en raison d'un manquement constaté par la Cour de justice de l'Union européenne.

16.2. Résiliation suite à pénalités

Si le titulaire du marché fait l'objet de pénalités répétées durant le marché, celui-ci pourra être résilié à compter de la 5ème pénalité quel qu'en soit le motif.

En outre, la résiliation pourra être prononcée en cas de pénalité pour faute grave.

La faute grave sera retenue en cas de non-exécution du présent contrat par le Titulaire.

Le préavis de résiliation est fixé à un mois, sauf en ce qui concerne la résiliation pour faute grave. Dans ce dernier cas, c'est la Caf de Seine Maritime qui fixe unilatéralement et par écrit la durée du préavis.

Ces résiliations ne donnent lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 17. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18. EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution des prestations par le Titulaire, ou de non-production des pièces et attestations mentionnées ci-avant, la Caf de Seine Maritime se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire.

ARTICLE 19. CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- À son relevé d'identité bancaire ;
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

L'Organisme contractant s'engage réciproquement en ce sens.

ARTICLE 20. DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de la procédure civile.

Les parties peuvent saisir le Comité Consultatif Interrégional de règlement amiable (CCIRA). Cet organisme de conciliation a pour mission de rechercher les éléments de droit ou de fait en vue de proposer une solution amiable et équitable. Article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Le ressort territorial du département de la Seine Maritime est le Comité de Nantes :

DIRECTION REGIONALE DE L'ECONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES DES PAYS DE LA LOIRE (DREETS)

Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des différends ou litiges relatifs aux
marchés publics

Immeuble Skyline, 22, mail Pablo Picasso – BP 24209 – 44042 NANTES Cedex 1

Mail : Paysdl.ccira@dreets.gouv.fr

Tout litige ne pouvant être réglé par voie d'arbitrage portant règlement des marchés pour les organismes de sécurité sociale est soumis au tribunal judiciaire compétent, à savoir, le tribunal judiciaire de Rouen.

ARTICLE 21. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent marché déroge au CCAG-FCS notamment sur les points suivants :

Article du CCAP	Dérogation au CCAG-FCS	Objet de la dérogation
8.1	14.1.3	Pénalités / Plancher d'application
16.1	42	Pas d'indemnisation en cas de résiliation pour motif d'intérêt général